

ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

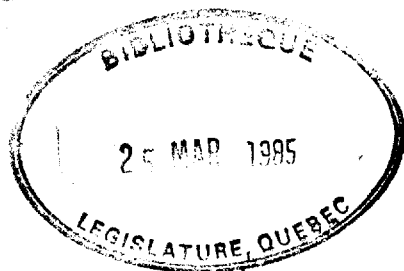
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 29

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives

Présentation

**Présenté par
M. François Gendron
Ministre de l'Éducation**



**Éditeur officiel du Québec
1985**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise principalement à donner suite au jugement de la Cour suprême du 20 décembre 1984 relatif à certains pouvoirs de taxation des commissions scolaires. Il vise à assurer aux commissions scolaires une répartition équitable des subventions gouvernementales et à les obliger à tenir un référendum lorsqu'elles imposent un taux de taxation qui dépasse les limites qui y sont prévues. Il reconnaît aux commissions scolaires confessionnelles certains droits en matière d'élection, de taxation et d'adoption de budget. Il soustrait les commissions scolaires confessionnelles de l'île de Montréal de la compétence du conseil scolaire de l'île de Montréal et prévoit une nouvelle composition du conseil scolaire.

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1984, chapitre 39) pour permettre, dans certains cas, l'augmentation du nombre de quartiers électoraux d'une commission scolaire. Il permet certaines exemptions en regard des règles de sanction des études.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- 1° la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);
- 2° la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14);
- 3° la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1984, chapitre 39).

Projet de loi 29

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1. L'article 1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié par l'insertion, au premier alinéa, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant:

«3.1° Les mots « commission scolaire confessionnelle » désignent la Commission des écoles catholiques de Montréal, la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal, la Commission des écoles catholiques de Québec et la Commission scolaire Greater Québec; ».

2. L'article 15.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **15.1** Le ministre doit établir annuellement, après consultation avec les commissions scolaires, les corporations de syndicats, les commissions régionales et les commissions scolaires confessionnelles, et soumettre à l'approbation du Conseil du trésor, des règles budgétaires pour déterminer le montant des dépenses qui est admissible aux subventions à verser aux commissions scolaires, aux corporations de syndicats, aux commissions régionales, aux commissions scolaires confessionnelles et au Conseil scolaire de l'île de Montréal. Ces règles budgétaires doivent être établies de façon à prévoir une répartition équitable et non discriminatoire des subventions.

Le ministre doit prévoir, dans les règles budgétaires visées au premier alinéa, le versement de subventions de péréquation aux commissions scolaires, aux corporations de syndicats, aux commissions régionales, aux

commissions scolaires confessionnelles ou au Conseil scolaire de l'île de Montréal. Ces subventions de péréquation sont versées en fonction de l'écart entre l'évaluation uniformisée des biens imposables par étudiant d'une commission scolaire, d'une corporation de syndicats, d'une commission régionale, d'une commission scolaire confessionnelle ou du Conseil scolaire de l'île de Montréal, selon le cas, et celle par étudiant de l'ensemble des commissions scolaires, des corporations de syndicats, des commissions régionales, des commissions scolaires confessionnelles et du Conseil scolaire de l'île de Montréal, compte tenu de l'importance des revenus des taxes foncières perçues à l'intérieur des limites fixées par les articles 354.1, 558.1 ou 567.12. ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39, de l'article suivant:

« **39.1** Malgré l'article 39, une personne d'une confession religieuse différente de celle d'une commission scolaire confessionnelle où elle a inscrit ses enfants ou dont elle est contribuable ne peut voter lors de l'élection des commissaires de cette commission scolaire confessionnelle ou à l'occasion de la tenue d'un référendum et elle ne peut être élue au poste de commissaire. ».

4. L'article 52.1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante: « L'article 39.1 s'applique à cette élection en l'adaptant. ».

5. L'article 78 de cette loi est modifié par l'insertion, à la première ligne du premier alinéa, après les mots « Sous réserve », des mots « de l'article 39.1 et ».

6. L'article 82 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant:

« Une personne visée à l'article 39.1 ne peut être inscrite sur la liste des électeurs d'une commission scolaire confessionnelle. ».

7. L'article 339 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant:

« Dans le cas des commissions scolaires confessionnelles et des corporations de syndicats d'écoles, l'approbation du budget par le ministre n'est pas requise. ».

8. L'article 494 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* par les suivants:

«a) «île de Montréal»: l'ensemble des municipalités scolaires formées en vertu de l'article 1 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal (1972, chapitre 60), à l'exception des municipalités scolaires sous l'autorité des commissions scolaires confessionnelles;

«b) «commission scolaire»: toute corporation scolaire visée à l'article 2 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal, à l'exception des commissions scolaires confessionnelles;

«b.1) «commission scolaire confessionnelle»: la Commission des écoles catholiques de Montréal et la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal;».

9. L'article 498 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**498.** Le Conseil est composé de membres désignés ou nommés de la façon suivante:

«a) les commissions scolaires de l'île de Montréal désignent, dans les trente jours qui suivent l'élection de leurs membres, chacune deux personnes parmi leurs membres;

«b) le gouvernement, sur la recommandation du ministre, nomme au Conseil, dans les trente jours qui suivent l'élection des commissaires d'écoles, trois autres membres parmi des personnes domiciliées sur l'île de Montréal.

À défaut par une commission scolaire de faire cette désignation dans le délai imparti, le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre, faire cette nomination parmi les membres de cette commission scolaire.

L'article 145 s'applique, en l'adaptant, aux membres du Conseil. ».

10. L'article 499 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «et des substituts».

11. L'article 504 de cette loi est modifié par l'insertion, après le quatrième alinéa, de l'alinéa suivant:

«Le Conseil doit imposer son taux de taxes en tenant compte des sommes qu'il doit prélever pour le compte des commissions scolaires confessionnelles en vertu de l'article 567.11. Ces sommes doivent leur être versées dans les trente jours de la réception par le Conseil du produit de ces taxes. ».

12. L'article 535 de cette loi est modifié par la suppression, au premier alinéa, des mots « ; toutefois le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal est composé d'au moins onze et d'au plus quinze commissaires d'écoles et La Commission des écoles catholiques de Montréal est composée d'au moins quinze et d'au plus dix-neuf commissaires d'écoles ».

13. L'article 557 de cette loi est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « l'île de Montréal » par les mots « une municipalité scolaire formée en vertu de l'article 1 de la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal ».

14. L'article 558 de cette loi est modifié par la suppression, au troisième alinéa, des mots « situés dans l'île de Montréal ».

15. Les articles 558.1 et 558.2 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **558.1** Lorsque le montant total des dépenses prévues pour la réalisation des objets du Conseil et des commissions scolaires, et des obligations du Conseil prévues à l'article 567.11, pour le paiement desquelles une taxe doit être imposée en vertu de l'article 504 excède six pour cent de la dépense nette du Conseil, ou que le taux d'imposition de cette taxe excède 25 cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables, la taxe doit être soumise à l'approbation des électeurs conformément aux articles 567 et suivants.

« **558.2** Aux fins de l'article 558.1, la « dépense nette » équivaut au montant total des dépenses d'opération admissible aux fins de subventions résultant de l'application, tant pour le Conseil que pour les commissions scolaires et les commissions scolaires confessionnelles, des règles budgétaires visées à l'article 15.1, sans égard au service de la dette relatif au fonds des immobilisations. ».

16. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 558.4, de l'article suivant:

« **558.5** Lorsqu'une taxe est approuvée par les électeurs conformément aux articles 567 à 567.4, la taxe imposée sur les immeubles visés à l'article 567.13 équivaut à la limite prévue à l'article 567.12. ».

17. L'article 567.3 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **567.3** Les bulletins de vote portent les inscriptions suivantes:

Approuvez-vous l'imposition d'une taxe au taux de (x) cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables de l'île de Montréal et du territoire des commissions scolaires confessionnelles?

1	OUI
2	NON

NOTE: Ce taux correspond à un taux de (y) pour cent des dépenses nettes du Conseil scolaire, des commissions scolaires de l'île de Montréal et des commissions scolaires confessionnelles pour l'année scolaire (*inscrire ici l'année scolaire*). ».

18. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 567.4, de la section suivante:

«SECTION V

«COMMISSIONS SCOLAIRES CONFESSIONNELLES

« **567.5** La Commission des écoles protestantes du Grand Montréal est composée d'au moins onze et d'au plus quinze commissaires d'écoles et la Commission des écoles catholiques de Montréal est composée d'au moins quinze et d'au plus dix-neuf commissaires d'écoles. Elles sont, de plus, composées d'un représentant élu pour chacun des niveaux primaire et secondaire conformément à l'article 52.1 ou au deuxième alinéa de l'article 544.

« **567.6** Pour être inscrit sur la liste des électeurs d'une commission scolaire confessionnelle, il faut:

1. être majeur le jour de la votation;
2. le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale; et
3. être de la confession religieuse de la commission scolaire.

« **567.7** Une commission scolaire confessionnelle peut conclure avec le Conseil toute convention pour fins scolaires.

« **567.8** Sous réserve des dispositions inconciliables de la présente partie et malgré toute disposition contraire d'une loi particulière, les dispositions de la présente loi s'appliquent, en les adaptant, aux commissions scolaires confessionnelles, à l'exception des articles 48, 108, 111, 144, 146, 226, 231, 250 à 254, 358, 366, 367, 391 à 395, 423 à 449, 487 à 493, 495 à 534, du premier alinéa de l'article 535, des articles 537, 543 et 545 à 567.4.

« **567.9** Les obligations, autres titres ou valeurs qui font partie de la dette du Conseil le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives*) constituent un engagement direct, général et inconditionnel du Conseil, des commissions scolaires et des commissions scolaires confessionnelles; les obligations, autres titres ou valeurs émis par une commission scolaire confessionnelle doivent être de rang égal avec tous les autres engagements du Conseil scolaire et des commissions scolaires de l'île de Montréal relatifs à des emprunts non garantis par hypothèque ou autre charge.

« **567.10** Les commissions scolaires confessionnelles doivent, avant la date fixée par le Conseil, adopter leur budget pour l'année scolaire suivante et le lui transmettre.

« **567.11** Le Conseil perçoit pour le compte des commissions scolaires confessionnelles, à même le produit de ses taxes dont le taux est fixé conformément à l'article 504, et leur remet le montant des taxes qui leur revient jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à six pour cent de leurs dépenses nettes ou à un taux d'imposition de 25 cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables incluse dans l'assiette foncière de chaque commission scolaire confessionnelle.

« **567.12** Lorsque le montant total des dépenses d'une commission scolaire confessionnelle excède six pour cent de la dépense nette de la commission scolaire confessionnelle, ou que le taux d'imposition de cette cotisation excède 25 cents par cent dollars de l'évaluation uniformisée des biens imposables incluse dans l'assiette foncière de la commission scolaire confessionnelle, celle-ci doit elle-même percevoir cet excédent au moyen d'une surtaxe.

Avant de percevoir cette surtaxe, la commission scolaire confessionnelle doit la soumettre à l'approbation de ses électeurs. Les articles 354.1 à 355 et les articles 396 à 399.5 s'appliquent, en les adaptant, à l'imposition de cette surtaxe. La liste électorale est dressée conformément à l'article 567.6.

« **567.13** La surtaxe est imposée, par une commission scolaire confessionnelle, sur tous les immeubles imposables situés sur son territoire, sauf sur les immeubles dont les propriétaires, d'après un recensement effectué par une commission scolaire confessionnelle, ont choisi d'être imposés par une autre commission scolaire qui a compétence sur le même territoire.

Dans le cas d'un immeuble qui est la propriété d'une personne morale, d'une société ou d'un propriétaire qui n'a pas exprimé de choix, l'imposition de la taxe est faite par la commission scolaire confessionnelle sur une partie de l'évaluation uniformisée de l'immeuble imposable établie

proportionnellement au nombre d'élèves qui, au 30 septembre de l'année scolaire précédente, sont sous la compétence de cette commission scolaire confessionnelle par rapport au nombre d'élèves, sous la compétence d'une autre commission scolaire, qui fréquentent des écoles situées sur un territoire commun à cette commission scolaire et à la commission scolaire confessionnelle.

L'article 226 s'applique, en l'adaptant, à l'imposition de la surtaxe.

« **567.14** Les commissions scolaires confessionnelles perçoivent elles-mêmes les surtaxes qu'elles imposent. Cependant, elles peuvent conclure une entente avec la corporation municipale qui a compétence en matière d'expédition de comptes de taxes municipales sur le territoire ou une partie du territoire de la commission scolaire confessionnelle pour que cette corporation municipale perçoive, en son nom, cette surtaxe.

Lorsqu'il y a entente, la corporation municipale perçoit, au nom de la commission scolaire, le montant de la surtaxe de la manière qu'elle juge appropriée et avec les mêmes droits et obligations que pour la perception de la taxe foncière municipale. Dans un tel cas, l'article 367 s'applique.

Cependant, le paiement de la surtaxe d'une commission scolaire confessionnelle est exigé en un seul versement et il n'est pas obligatoire, lorsque la surtaxe est perçue par une corporation municipale, d'exiger ce paiement sur le même compte que la taxe municipale.

Le greffier de la Cour provinciale et le protonotaire de la Cour supérieure ont les mêmes pouvoirs lors d'une poursuite en recouvrement de ces surtaxes que ceux qu'ils possèdent lors d'une poursuite en recouvrement de taxes municipales.

« **567.15** La surtaxe imposée en vertu de l'article 567.13 s'applique à l'année scolaire pour laquelle elle a été imposée.

Les délais de prescription et les charges attachées à cette surtaxe de même que les droits et obligations des personnes à l'égard de cette surtaxe sont les mêmes que ceux qui sont attachés aux taxes foncières municipales. ».

19. Le texte de chacun des articles 226, 354.1 à 354.3, 396 à 399.5, 441 à 443, 558.3, 558.4, 567 à 567.2 et 567.4 de cette loi est respectivement remplacé par le texte de chacun de ces articles tel qu'il est publié dans les Lois refondues du Québec en date du 20 décembre 1984.

Les formalités relatives à l'impression et à la distribution des lois ne s'appliquent pas au texte de ces articles, ces formalités ayant déjà été suivies à leur égard.

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

20. La Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifiée par le remplacement de l'article 495 par le suivant:

«**495.** Une commission scolaire ou une commission régionale ne peut exercer un pouvoir de taxation que dans les limites prévues par la présente loi et par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), malgré toute autre loi générale ou spéciale ou charte qui lui confère un tel pouvoir. ».

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC

21. L'article 118 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1984, chapitre 39) est modifié par le remplacement de la phrase introductive du deuxième alinéa par la suivante:

«Cependant, à la demande du conseil des commissaires, le gouvernement peut, par décret, autoriser une commission scolaire à établir deux, quatre ou six quartiers électoraux de plus que ce qui est prévu au présent article lorsqu'il estime cette demande justifiée en raison: ».

22. L'article 120 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la phrase introductive du deuxième alinéa, du chiffre «7» par le chiffre «10»;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des paragraphes suivants:

«6° quatre parents de conseils d'écoles primaires et quatre d'écoles secondaires, s'il y a 18 quartiers;

«7° cinq parents de conseils d'écoles primaires et quatre d'écoles secondaires, s'il y a 20 quartiers;

«8° cinq parents de conseils d'écoles primaires et cinq d'écoles secondaires, s'il y a 22 quartiers. ».

23. L'article 346 de cette loi est modifié par l'insertion, à la première ligne du premier alinéa, après les mots «autre qu'une commission scolaire», du mot «linguistique».

24. L'article 404 de cette loi est modifié par l'insertion, au deuxième alinéa, après les mots « sur les commissions scolaires », du mot « linguistiques ».

25. L'article 421 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Les obligations, autres titres ou valeurs qui font partie de la dette obligataire du conseil le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et diverses dispositions législatives*) constituent aussi un engagement direct, général et inconditionnel des commissions scolaires confessionnelles de l'île de Montréal; les obligations, autres titres ou valeurs émis par une commission scolaire confessionnelle doivent être de rang égal avec tous les autres engagements du conseil et des commissions scolaires de l'île de Montréal relatifs à des emprunts non garantis par hypothèque ou autre charge. ».

26. L'article 428 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

« Le conseil doit aussi imposer cette taxe pour prélever les sommes qu'il doit verser aux commissions scolaires confessionnelles de l'île de Montréal, conformément aux articles 504 et 567.11 de la Loi sur l'instruction publique pour les commissions scolaires confessionnelles et les communautés nordiques (L.R.Q., chapitre I-14). ».

27. L'article 429 de cette loi est modifié par le remplacement:

1° au premier alinéa, des mots « sur l'île de Montréal » par les mots « situés sur le territoire des commissions scolaires linguistiques et des commissions scolaires confessionnelles de l'île de Montréal »;

2° au deuxième alinéa, des mots « de l'île de Montréal » par le mot « intéressée ».

28. L'article 430 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **430.** Toute corporation municipale dont le territoire recoupe, en tout ou en partie, le territoire d'une commission scolaire linguistique ou d'une commission scolaire confessionnelle de l'île de Montréal perçoit la taxe scolaire imposée par le conseil. ».

29. L'article 432 de cette loi est modifié par l'insertion, à la troisième ligne, après les mots « commissions scolaires », du mot « linguistiques ».

30. L'article 433 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, à la deuxième ligne, après les mots « des objets du conseil et des commissions scolaires », des mots « , et des obligations du conseil prévues au deuxième alinéa de l'article 428, »;

2° par le remplacement, à la quatrième ligne, des mots « des subventions au conseil et aux commissions scolaires » par les mots « des subventions au conseil, aux commissions scolaires et aux commissions scolaires confessionnelles ».

31. L'article 447 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Le règlement sur le régime pédagogique peut aussi permettre au ministre d'établir les modalités d'application des règles de sanction des études et d'exempter une catégorie d'élèves qu'il indique de l'application de certaines de ces règles. ».

32. L'article 468 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **468.** Les règles d'attribution des ressources financières peuvent prévoir que l'attribution des ressources financières peut être faite sur la base de normes générales ou particulières et peut être assujettie à l'autorisation du ministre. Ces règles doivent être établies de façon à prévoir une répartition équitable et non discriminatoire des subventions. ».

33. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 491, de l'article suivant :

« **491.1** L'élection des premiers commissaires des commissions scolaires confessionnelles visées à l'article 480 a lieu le troisième lundi du mois de juin 1985 de la manière prévue à l'article 495. L'article 489 s'applique à ces commissions scolaires.

Les premiers parents membres du conseil des commissaires de ces commissions scolaires confessionnelles sont désignés par les premiers commissaires de ces commissions scolaires. Ils demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par les parents élus avant le troisième dimanche d'octobre 1986 conformément à l'article 121 de la présente loi. ».

34. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 494, de l'article suivant :

« **494.1** Les syndicats des écoles dissidentes exercent les fonctions dévolues à un conseil provisoire par la section II du présent chapitre dans la mesure où elles sont requises pour assurer l'application de la présente loi sur leurs territoires à compter du 1^{er} juillet 1986.

L'élection des premiers commissaires des commissions scolaires dissidentes visées à l'article 484 a lieu le deuxième lundi du mois de juin 1986. L'article 489 s'applique à ces commissions scolaires.

L'élection des premiers parents membres du conseil des commissaires de ces commissions scolaires dissidentes a lieu au plus tard le deuxième lundi du mois de juin 1986. Le secrétaire général de la corporation de syndicats convoque les membres des comités d'école pour qu'ils désignent leurs représentants au conseil des commissaires.

Les premiers parents membres du conseil des commissaires demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par les parents élus avant le troisième dimanche d'octobre 1986 conformément à l'article 121 de la présente loi. ».

35. L'article 495 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « et dans les territoires visés à l'article 491.1 »;

2° par l'insertion, après le troisième alinéa, de l'alinéa suivant:

« Lors de la confection de la liste électorale, les recenseurs demandent à l'électeur pour quelle commission scolaire il choisit de voter et s'il est de confession catholique, protestante ou autre. »;

3° par l'addition, à la fin du cinquième alinéa, de ce qui suit: « ainsi que de la contestation d'élection. Ces règles entrent en vigueur à la date de leur adoption et sont publiées à la *Gazette officielle du Québec*. »;

4° par l'insertion, après le cinquième alinéa, des alinéas suivants:

« Quiconque contrevient à une disposition des règles établies par le directeur général des élections commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus 2 000 \$.

Les poursuites pour contravention aux règles établies par le directeur général des élections sont prises suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le directeur général des élections ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin. ».

36. L'article 592 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **592.** L'article 495 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **495.** Une commission scolaire ne peut exercer un pouvoir de taxation que dans les limites prévues par la présente loi, la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et la Loi sur l'instruction

publique pour les commissions scolaires confessionnelles et les communautés nordiques (L.R.Q., chapitre I-14) malgré toute loi générale ou spéciale ou charte qui lui confère un tel pouvoir. ». ».

37. L'article 655 de cette loi est modifié par le remplacement des chiffres « 1 à 446 » par les chiffres « 1 à 109, 111 à 446 ».

Le décret 310-85 du 21 février 1985, publié à la *Gazette officielle du Québec* du 22 février 1985, prévoyant l'établissement du territoire de certaines commissions scolaires nouvelles, est réputé avoir été adopté en vertu de l'article 110 de cette loi.

Le présent article a effet depuis le 21 décembre 1984.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

38. Les consultations sur les règles budgétaires relatives au montant des dépenses admissible aux subventions, faites par le ministre de l'Éducation à partir du 1^{er} janvier 1985, sont réputées avoir été faites en vertu de l'article 15.1 de la Loi sur l'instruction publique, tel que remplacé par l'article 2 de la présente loi, et sont valides pour l'année scolaire 1985-1986.

39. Les membres du Conseil scolaire de l'île de Montréal, à l'exception de ceux nommés par les commissions scolaires confessionnelles, ainsi que son président, en fonction lors de l'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi, demeurent en fonction pour une période de 30 jours. À la fin de cette période, ils sont remplacés par des membres désignés par les commissions scolaires de l'île de Montréal et par ceux nommés par le gouvernement dans la proportion prévue à cet article 9. Le mandat de ces nouveaux membres expire le jour où devait expirer le mandat des membres qu'ils remplacent.

40. Les commissaires des commissions scolaires confessionnelles de l'île de Montréal, leurs présidents, leurs vice-présidents, les membres de leur comité exécutif et les représentants élus pour chacun des niveaux primaire et secondaire, en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, demeurent en fonction jusqu'au jour où devait expirer leur mandat.

41. Les dispositions des règlements adoptés par les commissions scolaires confessionnelles visées à l'article 18 de la présente loi et celles du règlement adopté par le gouvernement en vertu de l'article 499 de la Loi sur l'instruction publique demeurent en vigueur, dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou abrogées.

42. Les taxes imposées depuis le 21 décembre 1979 en vertu de l'article 226 de la Loi sur l'instruction publique sont réputées avoir été imposées en vertu de l'article 226 de la Loi sur l'instruction publique édicté par l'article 19 de la présente loi.

Lorsque ces taxes ont été imposées sans que la formalité prévue au premier alinéa de l'article 354.1 de la Loi sur l'instruction publique n'ait été suivie, elles ne sont valides que jusqu'à la limite prévue à cet alinéa.

43. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

44. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) à l'exception des articles 25, 26, 28 et 36 qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1986.